



ÉLODIE GREGOIRE POUR « LE POINT »

Éric Zemmour

« Je ne peux pas vous laisser dire ça... »

Hors plateaux. Le polémiste publie *La France n'a pas dit son dernier mot*. *Le Point* a voulu savoir ce qui l'anime et le confronter à ses contradictions. Un entretien à la fois cordial et mouvementé.

PROPOS RECUEILLIS PAR JÉRÔME BÉGLÉ, SAÏD MAHRANE
ET GÉRALDINE WÆSSNER

Pourquoi lui faut-il défendre Maurice Papon pour critiquer la repentance ? Pourquoi sent-il le besoin d'installer une symétrie entre les victimes juives de l'école Ozar Hatorah, enterrées en Israël, et leur assassin Mohammed Merah, enterré en Algérie, pour douter de leur attachement à la France ? Pourquoi compare-t-il la Seine-Saint-Denis au Kosovo ? Pourquoi voit-il un « lobby gay » partout ? On l'a compris, Éric Zemmour sort un livre, *La France n'a pas dit son dernier mot* (Rubempré)*. Nous l'avons lu avant sa parution. Les phrases, bien souvent, débutent par « la France » et se terminent par « les immigrés » ou « l'islam ». Entre les deux, des actes de décès de la civilisation, des raisonnements historiques, des déductions originales, quelques outrances et un programme « facteur de guerre civile », pour reprendre les mots de Patrick Buisson et d'Alain Minc – large éventail. La parution de son essai électrise la sphère médiatico-politique. Le CSA réclame que son temps de parole soit désormais décompté – de quel parti ? – en prévision d'une élection à laquelle il n'est pas (encore) candidat ; la droite et l'extrême droite s'agacent de l'omniprésence de cet « influenceur » cathodique... Soucieux de connaître ses motivations, nous l'avons donc rencontré dans le salon d'un grand hôtel parisien. La taille fine, sanglé dans un costume bleu sombre The Kooples, une cravate sobre sur une chemise blanche,

Transgressif.

Éric Zemmour le 10 septembre, à Paris, lors de son entretien avec « Le Point ».

il est arrivé avec l'envie de s'expliquer sur tout, car il assume tout. Pour tester sa popularité au-delà de cet arrondissement parisien et au prétexte d'assurer la promotion de son livre, l'auteur va entamer un tour de France. Pour, également, achever de prendre sa décision ? Pour rencontrer des élus locaux ? Pour mieux comprendre ce que veulent vraiment les « Gaulois réfractaires » ? Pour *Le Point*, le polémiste pousse un peu plus ses pions et dévoile une partie de ses intentions...

Le Point: Pourquoi avoir fait le choix de révéler la « lâcheté » de la classe politique, en particulier depuis 2006, qui est le début de votre journal ? À vous lire, beaucoup sont en réalité d'accord avec vous...

Éric Zemmour: J'ai voulu partager avec mes lecteurs les échanges que j'avais eus depuis 2006, à la manière de *Choses vues* de Victor Hugo. Depuis une quinzaine d'années, les événements tragiques frappant notre pays se sont multipliés, ouvrant les yeux de certains décideurs politiques. Regardez François Hollande et Gérard Collomb : une fois arrivés au pouvoir, ils ont enfin compris le drame qui se jouait. Hollande écrit que « la partition » est en cours et Collomb nous prévient que les gens côte à côte seront bientôt face à face. Nos gouvernants refusent de voir la guerre de civilisations menée sur notre sol. Pour ma part, je n'ai cessé d'alerter sur la situation de la France, fidèle à la recommandation de Charles Péguy : « Il faut toujours dire ce que l'on voit ; surtout il faut ■■■

FRANCE

■■■ toujours, ce qui est plus difficile, voir ce que l'on voit.» Rares sont ceux qui ont le courage de leurs opinions. Je suis pour ma part chaque jour attaqué et menacé parce que j'ose décrire le réel, notamment les changements profonds que vit notre pays.

On vous imaginait avoir un sens de l'État plus affirmé. Cela ne vous dérange-t-il pas de révéler votre conversation avec le chef de l'État, qui vous demande un plan contre l'immigration ?

Raconter ce dialogue me semble utile pour les lecteurs, car il n'y a rien de privé, rien de personnel. Notre discussion ressemblait à un débat public extrêmement révélateur de ce qui nous oppose fondamentalement. Le raisonnement du président Macron s'arrête à l'économie : il pense que la croissance pourrait tout résoudre, tandis que je ne veux pas occulter l'Histoire, les inconscients collectifs et la démographie, bref tout ce qui fait un peuple. On me reproche souvent d'accorder une grande importance à la démographie mais, sous le quinquennat Macron, la France subit l'entrée de 1,2 million d'arrivées légales de migrants : c'est la moitié de la ville de Paris ! Notre conversation a prouvé qu'il n'avait aucune conscience de cela ni aucune volonté de l'empêcher.

Pourquoi nos dirigeants seraient moins bien armés que vous pour prendre conscience de la situation du pays ?

Plusieurs facteurs se conjuguent : l'ignorance de l'Histoire, la méconnaissance de l'islam, la peur des médias, des émeutes en banlieues et des juges. Bref, une lâcheté généralisée. Moi, j'ai le courage de mes idées.

À moins qu'ils ne souscrivent tout simplement pas à votre thèse de la « guerre des civilisations »...

Je ne peux pas y croire. Quand ils arrivent au pouvoir, ils s'aperçoivent de la véracité de ce que vous appelez une thèse. Je citais tout à l'heure François Hollande et Gérard Collomb. Même les plus dogmatiques ont dû céder face au réel et à la guerre qui nous est menée.

Quand cette « guerre » aurait-elle commencé ?

Avant la guerre, il y eut la submersion migratoire. Avec le regroupement familial et le décret du 29 avril 1976. C'est sans doute la décision la plus importante de l'après-guerre. Pour la première fois, une immigration de peuplement et non plus de travail arrive en France. J'ai compris que la V^e République reposait sur un non-dit. Elle naît sur la guerre d'Algérie et la volonté du général de Gaulle de préserver les équilibres démographiques sur lesquels reposait la France depuis des siècles. Il retarde la mise en œuvre de l'élection du président au suffrage universel car il ne veut pas que les populations colonisées y participent. Dès 1958, il refuse de donner la citoyenneté française aux musulmans d'Algérie et préfère donner l'indépendance que l'égalité des droits, au point d'être d'une cruauté rare avec les harkis. Pourtant, ses successeurs ont trahi sa volonté en faisant ve-

nir des centaines de milliers d'immigrés, notamment issus d'Algérie, avant de les naturaliser.

Les intentions de Valéry Giscard d'Estaing étaient différentes, plus humanistes...

Giscard était favorable à l'Algérie française et il pensait que l'Histoire n'était plus tragique car on s'était réconcilié avec nos deux grands ennemis millénaires, l'Allemagne et l'Angleterre. Il pensait que, désormais, la paix, la consommation, le plaisir, l'individualisme allaient remplir nos vies. Mais, en instaurant ce regroupement familial, il lance le drame de l'immigration massive. Pourtant, un an plus tard, en novembre 1977, informé des chiffres déjà massifs de l'immigration et alors que la France découvre le chômage de masse, le gouvernement suspend pour trois ans l'application du décret d'avril 1976. Le regroupement familial est stoppé, sauf pour « les membres de la famille qui ne demandent pas l'accès au marché de l'emploi ». Mais ce décret est attaqué par l'association Gisti et finalement annulé par le Conseil d'État, qui commence ainsi sa grande mue immigration-

niste. Valéry Giscard d'Estaing confessa, plus tard, que ce décret est la plus grave erreur qu'il ait commise.

Est-ce suffisant pour clouer au pilori une population à laquelle vous prêtez des intentions belliqueuses et qui est arrivée en toute légalité sur notre sol ?

Je pense, selon la fameuse formule de Raymond Aron, que « l'homme fait l'Histoire mais ne sait pas l'Histoire qu'il fait ». Je ne pense pas que ces immigrés arrivent avec l'idée de faire la guerre à la France. Même si certains, très minoritaires, le pensent.

L'année dernière, dans la rue, une

bande de jeunes Marocains et Algériens m'ont dit : « Vous avez été chez nous ; maintenant, c'est à notre tour. On est chez vous, on va vous coloniser. » Mais ce qu'il faut prendre en compte, c'est l'inconscient collectif ; il y a aujourd'hui une volonté de coloniser le colonisateur. Comme il y a un inconscient collectif français de soumission par culpabilité, voire par culpabilité chrétienne.

Cela posé, quels sont vos projets ?

Un jour, mon fils me dit : « Le diagnostic, tu l'as fait depuis longtemps. Maintenant, il faut agir. » J'ai pensé longtemps que le combat métapolitique gramscien suffisait. Mais je m'étais trompé. L'écho du *Suicide français* n'était qu'une victoire à la Pyrrhus. La simple rumeur de ma candidature a déjà déporté le discours politique. Valérie Pécresse parle de « guerre de civilisations », Michel Barnier dit qu'il faut s'affranchir de la CEDH ! Les candidats commencent à courir après mes idées.

Est-ce vous ou Marine Le Pen qui avez contribué à populariser ces questions ?

Marine Le Pen est une héritière. Elle a entamé ce qu'elle a appelé la « dédiablement » de son parti, au moment même où les Français prenaient la mesure du danger. Il y a quelques mois, elle expliquait qu'elle craignait d'être confondue avec moi car elle n'approuvait ■■■

« Les candidats commencent à courir après mes idées. [...] J'écris la même chose depuis vingt-cinq ans et le réel me donne chaque jour un peu plus raison. »



Développer son activité en Europe, c'est possible avec Facebook.

Hart voor Wijn, une entreprise de dégustation de vin néerlandaise, a été lancée en ligne pendant la pandémie. Sa propriétaire, Kirsten van Harten, a utilisé Facebook et Instagram pour identifier son marché cible. « Grâce à Facebook, j'ai pu toucher une nouvelle clientèle », déclare Kirsten. « C'était indispensable pour lancer ma marque pendant la pandémie. »

Kirsten n'est pas un cas isolé. Une récente étude a montré que 73 % des PME européennes ont utilisé Facebook et Instagram pour se lancer.*

Beaucoup d'autres PME européennes ont modifié leurs modèles commerciaux et sont passées en ligne, en intensifiant leur utilisation des plateformes de réseaux sociaux pour stimuler leurs ventes. Ces entreprises se sont souvent tournées vers Facebook. Cette étude a également montré que plus de la moitié des entreprises interrogées dans l'UE ayant utilisé les applications Facebook ont déclaré que celles-ci les avaient aidées à attirer une nouvelle clientèle pendant la pandémie.

Développer son activité en Europe, c'est possible avec Facebook.

Pour en savoir plus, consultez about.fb.com/fr/europe

*étude Ipsos MORI. 7 500 PME européennes ont été sondées dans le cadre d'une enquête mondiale menée entre février et mars 2021.

FACEBOOK



FRANCE

■■■ pas mes thèses, qu'elle jugeait « radicales ». Mais depuis dimanche et le congrès de son parti à Fréjus, redoutant la séduction que j'exerce sur ses électeurs, elle s'est mise soudain à reprendre mes thèses sur la « guerre de civilisations ». J'ai pour moi la cohérence, j'écris la même chose depuis vingt-cinq ans et le réel me donne chaque jour un peu plus raison.

Alain Minc, comme Patrick Buisson, lesquels n'ont rien de commun politiquement, considèrent que c'est votre discours qui est « un facteur de guerre civile »...

Je pense, comme Julien Freund, que la politique, ce n'est pas prévoir le meilleur, mais c'est prévoir le pire pour pouvoir l'éviter et le combattre. Ensuite, j'aimerais savoir comment on appelle une situation où l'on décapite un enseignant en pleine rue, où l'on égorge un prêtre et une policière, où l'on massacre des gens dans un concert. Moi, j'appelle ça une guerre civile. Qu'on ne vienne pas me dire que c'est mon discours qui pousse à la guerre civile : elle est déjà là.

L'Algérie a connu la guerre civile dans les années 1990, au cours de laquelle des djihadistes s'attaquaient à des intellectuels comme à des paysans musulmans. Une distinction que vous ne faites pas puisque, pour vous, un islamiste vaudrait un musulman. Bilan : 150 000 morts. Sommes-nous sérieusement dans ce même contexte ?

Je fais la distinction entre l'Islam et les musulmans. Avez-vous lu ce qu'a écrit Boualem Sansal après l'assassinat de Samuel Paty ? Il a connu la guerre civile algérienne et nous explique qu'elle a commencé comme cela. D'abord, les islamistes tuaient une personne, puis dix...

Non, cela a commencé par des élections, avec la victoire d'un parti islamiste, le FIS, puis un coup d'État militaire...

Je parle des meurtres. Je ne parle pas de parti. Nous ne sommes pas, pour l'instant, un pays musulman, mais cela pourrait venir. J'ai vécu ma jeunesse dans les années 1970. On ne parlait pas de voile dans la rue, on ne parlait pas de burkini à la piscine, il n'y avait pas d'attentat tous les trois mois...

Vous vous défendez d'être raciste en expliquant ne pas faire de hiérarchie entre les « races ». Or, dans votre livre, vous prêtez aux individus des déterminations selon leur appartenance, non pas seulement confessionnelle, mais aussi ethnique, à la manière de Barrès, qui disait : « Que Dreyfus est capable de trahir, je le conclus de sa race. » C'est du racisme...



« De Gaulle avait raison : “On assimile des individus, pas des peuples.” [...] Mais, depuis trente ans, on n'a plus d'assimilation chez les nouveaux venus. »

Pour moi, le racisme, c'est la hiérarchie, c'est Gobineau. Je suis sur la ligne de Lévi-Strauss, qui a compris, à partir des années 1970, qu'on ne désignait plus comme racistes ceux qui mesuraient les crânes, mais ceux qui défendaient leur mode de vie et leur culture. Benjamin Constant disait : « Tout est moral chez les individus, tout est physique dans les masses. » Un individu est libre parce qu'il a la même force qu'un autre individu. Dès qu'il entre dans une masse, il n'est plus libre. Aujourd'hui, nous n'avons plus des individus musulmans ou arabes, mais des masses. Ensuite, pour avoir lu Ibn

Khaldoun, je pense que le trafic de drogues, les viols et les meurtres relèvent dans une énorme majorité de l'affrontement des nomades contre les sédentaires. Nos nomades sont les enfants de l'immigration arabo-musulmane et africaine.

La solution est donc dans l'assimilation...

De Gaulle avait raison : « On assimile des individus, pas des peuples. » Je suis par principe assimilationniste, étant moi-même le produit de ce processus et non pas de la « créolisation » comme le dit Mélenchon. L'assimilation, c'est l'appropriation de la culture, de l'histoire et des mœurs de l'endroit où on vit. Mais, depuis trente ans, on n'a plus d'assimilation chez les nouveaux venus.

Comment peut-on être assimilationniste et écrire, comme vous le faites, que l'école est « subalterne » au regard de la question identitaire. Pour s'assimiler, il faut assimiler une culture, une langue, une histoire...

L'école doit jouer un rôle clé dans ce processus d'assimilation, elle doit redevenir une fabrique de Français. Quand vous avez des classes avec 90 % d'enfants nés de parents étrangers,

l'assimilation n'est plus possible. Et pourtant nos gouvernants laissent entrer chaque année plus de monde. C'est bien le nombre, le problème.

À vous entendre, la France retrouvera sa grandeur dès lors qu'elle en aura fini avec l'immigration de masse. Quand de Gaulle met fin à l'empire, il restaure une grandeur en engageant le pays sur la voie de la modernité technique : le TGV, Ariane, le nucléaire... Rien de cela chez vous.

Le général de Gaulle, en 1958, ne dit pas tout de suite qu'il va faire Ariane et le nucléaire. Il entend d'abord régler la question algérienne et institutionnelle. De même, il est aujourd'hui primordial de stopper l'immigration massive et de remettre de l'ordre et de la justice pour que l'on vive enfin en paix dans notre pays. Je suis le premier à regretter que nous soyons condamnés à

ÉLODIE GREGOIRE POUR « LE POINT »

débattre du droit de caricaturer Mahomet plutôt que des grands défis technologiques de notre siècle.

Vous ne pardonnez pas à Sarkozy le retour de la France dans le commandement intégré de l'Otan...

Le problème de l'Otan est qu'elle ne devrait plus exister depuis 1990 et la chute de l'Union soviétique. Les Américains ont l'habileté et les Européens la lâcheté de pérenniser l'Otan et même de l'étendre en Asie du Sud-Est. Macron a parlé d'une organisation en état de « mort cérébrale », mais que fait-il concrètement ? Comme sur le séparatisme, il pose parfois les bons diagnostics, mais il n'agit pas.

Comment installer une relation saine avec la Russie ?

La France ne connaît que des États et doit arrêter de faire de la morale en matière diplomatique. Coopérons avec les Russes, les Chinois ou les Américains lorsque c'est notre intérêt.

Vous dites que l'Allemagne est la tête de pont des États-Unis en Europe. Pourtant, Merkel a maintenu de bonnes relations avec Moscou...

Elle est plus habile que les dirigeants français. Elle joue un double jeu, elle se soumet aux Américains pour avoir le leadership européen et en même temps elle continue à avoir de bonnes relations avec la Russie, afin de sécuriser ses approvisionnements en gaz.

L'économie est absente de ce livre. Est-ce de l'intendance, selon vous, comme disait de Gaulle ?

Je ne crois pas du tout que ce soit un sujet secondaire. En réalité, notre déclin est évidemment aussi économique. La situation est grave. Notre pays est en plein décrochage, quoi qu'en dise le gouvernement. Deux indicateurs le démontrent sans équivoque. En matière de PIB par habitant, le niveau de vie d'un Français était légèrement supérieur à celui d'un Américain ou d'un Allemand en 1980, aujourd'hui il est inférieur de 15 % à celui d'un Allemand et de 40 % à celui d'un Américain. En matière de balance commerciale, la France n'est plus une puissance exportatrice, elle a perdu la moitié de ses parts de marché en cinquante ans. Nous sommes le seul pays européen à être massivement et structurellement en déficit, ce qui signifie que la France vit collectivement à crédit et donc que, en contrepartie, notre dette et le capital de nos entreprises sont de plus en plus détenus par des intérêts étrangers. Les Français subissent un grand déclassé économique, qui touche à la fois leur porte-monnaie et leur fierté. Cela pèse sur le moral des troupes et le climat social de notre pays.

Comment y remédie-t-on ?

Il faut rendre aux Français la prospérité. La base de notre sur-saut économique passera par la réindustrialisation du pays. Nous étions une grande puissance industrielle sous de Gaulle, Pompidou et même Giscard, nous sommes désormais complètement déclassés par l'Allemagne, les Pays-Bas, mais aussi l'Italie et l'Espagne ! Nous nous sommes laissé bercer et endormir par les mirages du libre-échange, de la France sans usine et de la réduction du temps de travail. Tous ceux qui promettent du pouvoir d'achat aux Français sans mettre en œuvre des mesures résolues en faveur de la réindustrialisation de la France sont des bonimenteurs. Cela ne fera qu'augmenter encore nos importations et donc notre dépendance à l'étranger. La prospérité des Français passe également par un État fort et efficace.

Cela s'inscrit-il dans votre plan présidentiel ?

Cela est prématuré de le dire car ce livre n'est pas programmatique. Mais j'avoue prendre de plus en plus de plaisir à ■■■

Le Trombinoscope « La Bible » du monde politique



ENTIÈREMENT MIS A JOUR

- Dans le Tome I, retrouvez l'ensemble des responsables politiques, les cabinets et les hauts fonctionnaires au sein des instances nationales (Parlement, Gouvernement et Institutions).
- Au sommaire du Tome II, les élus et décideurs des collectivités territoriales (régions, départements et communes) ainsi que les préfetures, les CRC et CESER.

Le Trombinoscope constitue une base de données sans équivalent :

- + 18 000 personnes citées
- + 6 500 photos et biographies

Bon de commande à retourner au Trombinoscope :
Tour Voltaire - 1 place des Degrés
CS 80235 Puteaux - 92059 Paris la Défense cedex

Je commande :

le lot des 2 Tomes 2021/2022

(Tome I National & Tome II Local) au prix de 285 €HT
soit 312,68 €TTC (TVA à 5,5%, 6 € par tome)

M. Mme

Nom, prénom :

Entreprise ou organisme :

Adresse :

Code postal : Ville :

Tél. : E-Mail :

Je joins mon règlement par chèque à l'ordre du Trombinoscope

LP21

Le Trombinoscope
40 ans au service de l'information du monde politique
www.trombinoscope.com

FRANCE

■■■ me tourner vers l'avenir et vers des solutions en rencontrant régulièrement des Français experts dans tous les domaines de l'action publique.

Il y a d'autres absents dans ce livre, ce sont les Français. On se demande finalement si vous aimez les gens...

Je ne peux pas vous laisser dire cela. Il s'agit du livre d'un journaliste politique qui témoigne de ses rencontres avec différents acteurs de la société française. Les thèmes abordés dans cet ouvrage sont au cœur de la vie des Français. En réalité, je fais de la politique avec un grand P depuis plus de trente ans. Certains de mes détracteurs expliquent que je confonds la politique avec le débat d'idées. Mais qu'est-ce que la politique sans le débat d'idées? C'est la lutte pour les places. Moi, je m'intéresse au destin des Français.

Vous parlez d'un affrontement futur entre les défenseurs de l'écologie et ceux de l'identité. Quid des mouvements sociaux, comme celui des Gilets jaunes, qui a montré combien la lutte contre la fiscalité et la question du pouvoir d'achat était un puissant moteur, peut-être plus fort que celui de la défense identitaire?

Le mouvement des Gilets jaunes a été déclenché par une révolte fiscale, avec la hausse hypocrite des taxes sur le diesel et sur l'essence, au nom de la lutte contre les émissions de CO₂. Mais ce n'est que la goutte d'eau qui a fait déborder le vase : le malaise est en réalité beaucoup plus profond. De manière générale, les Gilets jaunes représentent la classe moyenne française qui se sent de plus en plus paupérisée et voit son pays être déclassé. Elle a été victime de la mondialisation libérale et de son corollaire, la désindustrialisation. C'est également une partie du peuple français qui voit de moins en moins de services publics accessibles autour d'elle et qui est exaspérée qu'une grande partie de l'argent public serve à financer l'assistanat. Emmanuel Macron l'a moquée en disant : « On ne peut pas vouloir à la fois payer moins d'impôts et réclamer plus de services publics » ! Quel culot ! Les Gilets jaunes en ont assez de financer la solidarité universelle tandis que ce qui leur est accordé est de plus en plus mince. Ils n'ont pas osé poser la question de l'immigration car ils ont été très vite manipulés par l'extrême gauche et ont eu peur de se faire traiter de racistes par les médias. Toutes les mesures visant à réindustrialiser le pays, à retrouver l'autorité de l'État, à réinvestir dans les services publics, à lutter contre la fraude sociale et à réorienter l'accès au modèle social vers les Français répondent aux aspirations profondes des Gilets jaunes.



« Dans la conquête du pouvoir, Trump est évidemment un modèle. [...] Il a réalisé une alliance entre les classes populaires et une élite patriote. »

Médiatique.

Des passants réclament des selfies au polémiste, le 10 septembre, à Paris.

La couverture de votre livre, qui vous montre posant devant un drapeau français, évoque une affiche électorale et ressemble beaucoup au livre que Donald Trump avait publié avant sa campagne victorieuse de 2016...

L'inspiration trumpienne est assumée ! Dans la conquête du pouvoir, Trump est évidemment un modèle. Il a réussi à vaincre le politiquement correct représenté par les médias, les institutions, les juges, le *New York Times*... En réalisant une alliance entre les classes populaires et une élite patriote. C'est en vérité le concept de Disraeli, de Napoléon et de Bismarck.

En 2016, les primaires lui ont permis de gagner une légitimité nationale. Pensez-vous que des primaires en France pourraient avoir, pour vous, la même utilité?

Nous ne sommes pas aux États-Unis, et je ne suis pas certain que des primaires LR auront lieu. Je pense par ailleurs que le discrédit des partis traditionnels, LR et PS, est beaucoup plus grand en France qu'il ne l'est outre-Atlantique. Les LR, de toute façon, ont fermé la porte à ma participation avant même que la question ne se pose.

Vous semblez grisé par votre nouveau statut, comme quinze ans plus tôt par la célébrité que vous a apportée en 2006 « Tout le monde en parle »...

Pas du tout. Chez Ruquier, je suis tombé dans quelque chose que je n'avais pas connu. Et c'était jouissif. Mais c'était il y a quinze ans ! Je ne suis plus du tout dans cet état d'esprit. Depuis, j'ai vu la face noire de la notoriété. Le prix est devenu de plus en plus cher à payer, je vis désormais sous protection policière pour ce que

j'ai osé dire sur l'islam. Mais je sais que mon combat est juste et je suis fier de continuer à porter mes convictions, devenant ainsi le porte-voix d'une majorité de Français bâillonnés par le politiquement correct.

Craignez-vous que l'antisémitisme puisse être pour vous un obstacle?

Je pense que ce fut longtemps un sujet, mais qu'il est aujourd'hui dépassé. L'antisémitisme a pu et peut être encore une question individuelle, mais ce n'est plus une question politique. Il ne faut quand même pas oublier que Léon Blum ou Pierre Mendès France ont exercé des responsabilités en leur temps, portés au pouvoir par une majorité de Français. Le peuple français est l'un des plus ouverts du monde, il faut cesser de lui reprocher systématiquement un prétendu racisme ■

* *La France n'a pas dit son dernier mot*, d'Éric Zemmour (Rubempré, 352 p., 21,90 €)